

# Branle-bas-de-combat, grève générale

Le 14 novembre 2012, alias 14N pour les « Indignés » espagnols, toutes les villes d'Espagne participent à une grève générale. À Madrid, c'est l'occasion pour le mouvement du 15M de montrer qu'il est toujours vivant. Et qu'un de ses acquis concrets est de pouvoir désormais mobiliser un mouvement populaire

propre, dynamique et efficace quand l'occasion se fait sentir.

Depuis plusieurs semaines, tous les groupes militants, politiques ou apolitiques, anciens ou nouveaux, préparaient la grève. Au sein du 15M, toutes les assemblées, à leur manière, élaboraient leur grain de sel.

## **Mardi 6 novembre, 19h. Assemblée de Toma la huelga au centre social nouvellement occupé La Morada.**

Dans la salle glaciale, une soixantaine de personnes de tous styles et de tous âges. L'assemblée est modérée par quelqu'un de Toma la huelga, une coupole liée au 15M et apparue à l'occasion de la dernière grève générale, en mars. Les participants sont de tous les horizons du 15M, ou même d'ailleurs. À l'ordre du jour, le programme de la journée de la grève générale et des jours qui la précèdent. L'idée générale est de sensibiliser dès le samedi 10 novembre. Des piquets informatifs seront organisés dans les quartiers, une assemblée spéciale aura lieu sur la Puerta del Sol. Y parleront les commissions les plus en rapport avec la grève : la commission Légale, celle du travail, de la dette... Pour le jour de la grève lui-même, Toma la huelga propose un piquet à

midi. Pour la grande manifestation, nul rendez-vous, à chaque assemblée de décider si elle se joint aux syndicats majoritaires ou aux autres. Pour le soir, Toma la huelga et Rodea el congreso, une autre plate-forme liée au 15M apparue à l'occasion d'une grande action citoyenne, convoquent ensemble un nouveau rendez-vous pour entourer symboliquement le Congrès.

On parle des programmes, mais aussi de l'organisation, des nouvelles fraîches... Les idées fusent. Comme on annonce du mauvais temps, un jeune propose : « *je veux bien lancer une collecte de parapluies pour l'assemblée de samedi à Sol. Sans blague, si chacun en amène, on les sort à la moindre goutte, et rien n'est arrêté* ». Un peu plus tard, le même propose une cantine ambulante pour les piquets informatifs. Les discussions sont longues, mais le jour s'annonce important.

## **Jeudi 8 novembre, 19h30. Groupe de travail sur la grève générale de l'Assemblée du quartier de Chamberi.**

La réunion a lieu dans le même centre social. L'assemblée de Chamberi est l'une des deux assemblées à l'origine de son occupation. Dans une pièce toute aussi froide, une vingtaine de personnes, sur des chaises et des divans dépareillés. À nouveau, un beau mélange.

La question du jour ? Préparer ce qui sera proposé à l'assemblée de samedi de faire au nom de Chamberi le jour de la grève générale. Ignacio, 50 ans, présente la proposition de programme transmis par Toma la huelga, même si chaque

assemblée de quartier est clairement libre de faire ce qu'elle veut. Le groupe lance des idées. Finalement, la décision est prise de faire des flyers expliquant les pourquoi de la grève. On choisit le flyers écrit par l'assemblée du quartier voisin. Le groupe proposera aussi à l'assemblée un blocage de rue et un pique-nique populaire. En plus, à l'unanimité, le groupe décide de proposer à l'assemblée de réitérer une « casserolade » de bienvenue à la grève le mardi 13 novembre à minuit. La dernière fois, des voisins étaient sortis sur leurs balcons avec des casseroles et des bars avaient fermé cérémonieusement sur le passage du groupe.



**Vendredi 9 novembre, 19h. Assemblée de Toma la tele, un des médias alternatifs du 15M.**

Le QG de Toma la tele est dans un autre centre social occupé, le Patio Maravillas. Là, au deuxième étage, une salle enfumée pleine d'ordinateurs et de matériel audiovisuel. Il y a beaucoup de nouvelles têtes, l'assemblée commence par un tour de présentation. Une



journaliste avec 14 ans de métier qui a ses après-midi de libre vient proposer son aide, une étudiante en journalisme de même, deux jeunes islandais viennent présenter un système en ligne de dénonciation des violences policières qu'ils ont mis au point et qu'ils proposent d'essayer le jour de la grève, d'autres personnes encore... Le challenge des jours à venir est clair : réussir à organiser les renforts qui se proposent à l'approche de la grève générale, face à la nécessité qu'elle soit aussi couverte par des médias non dominants.

**Samedi 10 novembre, 12h. Assemblée du quartier de Chamberi.**

Matinée ensoleillée. Dans le petit parc de la Place de Olavide, quelques

personnes installent des chaises et des pancartes. Peu à peu, l'espace se remplit. Au moment où l'assemblée commence, avec la lecture d'une poésie, une cinquantaine de personnes sont arrivées.

Fernando, la soixantaine, une allure de vieux marin, est au micro ; il modère l'assemblée. Un jeune homme prend note, un autre, pancarte « turno de palabra »

en main, prend les tours de parole. Ignacio présente les différentes possibilités pour le 14 : « *c'est bien que tout le monde sache ce qu'il y a, pour pouvoir choisir* ». Au final, tout un programme est décidé et le texte des tracts préparé par le groupe de travail est lu et approuvé. Quelques autres points sont abordés, puis il est déjà 14h. Les chaises sont rangées, une quinzaine de personnes vont continuer ce moment de quartier dans un café voisin, pour la populaire « commission de bières » qui, elle aussi, dure facilement des heures.

**Lundi 12 novembre, 20h. Assemblée du Centre des Médias pour préparer la couverture médiatique du 14.**

La réunion de coordina-

tion entre tous les médias du 15M a lieu au QG de Toma la tele. Pendant quatre heures, les différents militants journalistes présents mettent au point un système d'information spécifique pour le jour de la grève. Tout sera centralisé sur un site, le local de Toma la tele servira de QG pour la gestion en continu des différents flux de streaming (direct via des GSM avec connexion internet) qui leur arriveront, les différents rôles sont établis, les horaires faits pour les 24h, des équipes de journalistes constituées: une caméra, un streamer, un coordinateur et une personne connectée aux réseaux sociaux.

À la fin de la réunion, les nouvelles personnes venues en renfort sont prises en photo. D'ici le lendemain, elles disposeront ainsi d'une carte de presse de Toma la tele.

**Mardi 13 novembre, minuit. Dans plusieurs quartiers de Madrid, la grève commence.**

**14 novembre, fin de soirée.**

À Madrid, les manifestations pour la grève générale ont rassemblé près de 400 000 personnes. Pour la journée, on dénombre des centaines d'arrestations et des dizaines de blessés, et de violents affrontements entre police et manifestants à plusieurs reprises. Le temps de 24h, la casserole qui bout à Madrid depuis 15 mois a débordé.

**Criminalisation et violences policières**

Face au foisonnement d'actions et aux nouvelles formes de protestation, la police espagnole semble avoir opté pour l'option répressive. Ainsi, le travail d'information des journalistes, professionnels ou citoyens, est régulièrement entravé. Nous avons personnellement fait les frais des tentatives d'intimidation envers la presse. Pour avoir pris une photo de policiers lors d'une action (une marche nocturne de bienvenue à la grève générale, trois policiers stationnant devant le Corte Ingles), nous avons eu droit à une identification musclée, exigeant nos cartes de presse et affirmant qu'il est interdit de photographier des policiers (ce qui est évidemment faux, le droit à l'information étant normalement reconnu depuis la fin de la dictature). Lors des actions de protestation, de nombreux journalistes se déplacent avec des casques, afin de se protéger d'éventuelles violences policières. Celles-ci ont tendance à se multiplier ces derniers temps et illustrent le phénomène de criminalisation des mouvements sociaux en cours dans le pays. Lors de la grève générale du 14 novembre, le dispositif policier était impressionnant. Nous avons assisté à plusieurs charges violentes contre des manifestants. Cette augmentation de la violence policière est légitimée par les autorités politiques. Et, ce qui est plus préoccupant encore, on peut observer une « normalisation » du phénomène dans son traitement médiatique...